

fait bon de se dire Canadien ; car en vérité, nous avons un pays où le lait et le miel coulent à pleins bords, et le sort nous a fait naître dans une partie du monde qui n'a rien à envier à aucune autre.

M. L. P. DEMERS (Saint-Jean et Iberville) : M. l'Orateur,—" Il n'y a pas d'harmonie sans nombre," a dit Monsabré. " Une seule note peut être sonore, elle ne saurait être harmonieuse." De là cet usage ancien qui m'autorise à répéter dans ma langue ce que mon ami, l'honorable député de Haldimand (M. Thompson), a si bien exprimé dans la sienne.

Sensible à l'honneur conféré au collège électoral que je représente, j'ai conscience néanmoins que la tâche que l'on m'a confiée est un peu lourde pour mes faibles épaules. Je l'ai acceptée cependant avec la conviction que l'indulgence de la Chambre m'étais sûrement acquise.

Cette assemblée étant la première du Canada, elle doit en être la plus parfaite. Les hommes qui la composent peuvent et doivent être divisés sur les détails de l'administration, mais ils sont tous unis dans un amour fécond pour les institutions qui nous régissent.

Une bonne politique n'est pas celle qui persuade tout le monde,—surtout l'opposition—autrement il n'y aurait pas de bonne politique. Une bonne politique est celle qui assure la prospérité de la masse. Cette prospérité générale nous en jouissons.

Personne ne peut nier que notre situation économique ne se soit constamment améliorée depuis 1896. Pour nous en convaincre, nous n'avons qu'à jeter un coup d'œil sur les trois branches de l'industrie : l'agricole, qui produit les matières premières ; la manufacture, qui les transforme ; la commerciale, qui les transporte du producteur au consommateur.

Voyons d'abord l'agriculture qui est, sans contredit, la première et la plus importante des sources de production. Depuis plusieurs années nos cultivateurs étaient dans un état de gêne intolérable. Ceux dont les fermes n'étaient pas encore saisies par le shérif, songeaient à quitter une terre impuissante à nourrir leur famille. L'exportation des produits agricoles, qui, en 1878, était de 18 millions de dollars, était tombée, en 1896, à 14 millions. Dès l'arrivée au pouvoir du parti libéral, l'aspect des affaires change, le chiffre de ces exportations se relève et atteint, pendant le dernier exercice, la somme de 37 millions.

L'industrie manufacturière dont on prédisait la ruine, trouve ici un meilleur marché et porte en même temps le chiffre de ses exportations de 9 millions de dollars, qu'il était, en 1896, à celui de 18 millions.

Le commerce intérieur qui périssait— le nombre des faillites en était la preuve—le commerce intérieur, dis-je, redevient ferme et prospère, les voies de transport deviennent insuffisantes pour subvenir aux besoins

du pays. Les actions des grandes compagnies font maintenant prime sur les marchés monétaires.

Comme dernier résultat notre commerce extérieur qui, en 1896, était de 239 millions, s'élève en 1902 à 423 millions ; soit une augmentation de 184 millions de dollars pour 6 années d'administration libérale, tandis que durant les 18 années de l'administration conservatrice, le commerce n'avait augmenté que de 67 millions.

Enfin, en vertu de cette loi qui a décrété que le travail produirait la richesse et l'abondance, la mise en action de toutes les forces nationales et une bonne administration financière, nous ont donné cette ère de prospérité sans précédent qui permet au ministre des Finances de nous annoncer chaque année un surplus considérable.

Cette prospérité, nous devons en remercier la Providence ; sans elle nos efforts seraient inutiles. C'est une maxime dont l'opposition est profondément convaincue. Toutefois elle lui donne une portée extrême, quand elle voudrait nous faire croire que, sans un grand effort social, la Providence nous eut construit un édifice tout aussi somptueux. L'opposition oublie,—elle qui reproche aussi souvent au gouvernement d'avoir la mémoire courte,—elle oublie qu'en 1877, alors que ce pays, comme bien d'autres, traversait une grande crise économique, le parti conservateur se prévalut de l'état des affaires pour solliciter un changement de régime. Elle oublie également qu'en 1897, lors de l'inauguration du tarif actuel, elle a prédit que les plus grands maux allaient en résulter.

Cela ne veut pas dire que, pour le parti libéral, tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes et qu'il ne reste plus à nos gouvernants qu'à s'endormir dans une fausse sécurité. Non, évidemment. Nous savons que les eaux dormantes engendrent la mort. Ce n'est qu'au prix d'un mouvement continu qu'un grand fleuve conserve la fraîcheur et la pureté de ses ondes. Il faut donc travailler sans cesse au perfectionnement de l'œuvre sans en détruire la substance. Comme disait les anciens : " motus alit, non mutat opus.

Les modifications ou les réformes qui doivent être accomplies sont nombreuses.

L'Ouest change tous les jours. Un fort courant d'immigration d'Européens y arrive et,—fait qui est bien de nature à nous réjouir,—la grande république voisine qui depuis tant d'années se vantait de nous annexer en détail, nous fournit maintenant des milliers de fermiers qui apportent de ce côté de la frontière le secours de leurs bras et de leur argent.

L'accroissement subit dans la production agricole nous explique l'impuissance des compagnies de chemins de fer et de navigation intérieure à satisfaire à la demande du commerce.

L'établissement de nouvelles voies de transport destinées à prendre charge de ce surplus de notre production et en même